

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

JANVIER 1966 — 4^e Année — N° 28

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

Misère du Droit International

Après avoir fait rage dans le monde entier, balayé de la surface du globe l'équivalent de la population d'une nation moyenne (plus de 30 millions d'hommes, selon l'estimation officielle), jeté l'humanité entière dans une dépression physique, intellectuelle et morale sans précédent, la seconde guerre mondiale trouva une conclusion ultra-édifiante : après avoir tout fait pour la gagner, sans la moindre réserve sur les moyens, les vainqueurs lui firent un procès, et la convoquèrent tranquillement devant leur tribunal souverain. Mais pour les besoins de la cause, les forces immenses, anonymes et internationales qui l'avaient nourrie et conduite à terme devaient rester en coulisse et furent donc volontairement maintenues dans l'ombre : vingt-deux responsables nationaux-socialistes suffirent à l'affaire. Quant aux cinq ans de souffrances inouïes, de hontes et d'infamies sans mesure subies et prodiguées dans les deux camps, ils trouvèrent un "rachat" à la mesure de la cynique mesquinerie bourgeoise dans la condamnation de... dix-huit des dits responsables nazis à des peines allant de la pendaison à la prison temporaire.

"Vingt ans plus tard, le problème de l'agression reste posé" constatait dans *Le Monde* des 26-27 décembre le substitut au procureur français à Nuremberg, M. Herzog, dans un article désenchanté intitulé "La guerre d'agression et le droit international". Avec une mélancolie de bonne compagnie, il ajoutait : "Le précédent de Nuremberg n'a pas servi d'exemple". Et il concluait qu'en ces temps d'escalade yankee au Vietnam "il demeure peut-être utopique de poursuivre une œuvre tendant à l'incrimination pénale de la guerre d'agression". Quelle lucidité — et quel... courage !

Réprimer la guerre comme on réprime la délinquance commune, tel est le rêve suprême auquel puisse s'élever un juriste et tout démocrate — rêve que fatalement la réalité déçoit. Pour la délinquance, même l'obtuse conscience bourgeoise a fini par comprendre que réprimer n'était pas tout, et que le mieux serait d'en couper les racines, qui se trouvent dans le besoin, l'humiliation, les souffrances multiples qu'engendre quotidiennement une société inique. Mais pour la guerre ! La conscience bourgeoise refuse obstinément de chercher les causes. Chose compréhensible puisqu'elles résident dans le mode de production insensé du capitalisme, son accumulation démente, avec tous les antagonismes nationaux qu'elle suscite, et la dépression dans laquelle elle maintient les pays sous-développés. Placée devant la question capitale des racines de la guerre impérialiste, la conscience bourgeoise fait toujours l'autruche, comme ce spécialiste des "questions militaires" qui, dans un ouvrage pourtant doctoral, s'écriait : "Il n'est pas question de philosopher sur les causes des guerres, mais de constater simplement les conditions qui sont toujours réunies quand elles éclatent" (M. Bertrand "Pour une doctrine militaire française", NRF, p. 38) ce qui est à peu près aussi in-

telligent que pour un médecin de dire : "Il ne s'agit pas de philosopher sur les causes de la maladie, mais d'en constater les symptômes", bien que le spécialiste militaire puisse évidemment arguer qu'il n'est pas là pour "guérir" l'humanité des guerres, mais pour dire comment les gagner.

Ceci dit, toute pénétrée qu'elle soit de la primauté de la conscience morale et de l'éminente dignité du droit, la conscience bourgeoise a bien du fil à retordre avec le problème de la guerre. A l'usage des misérables sociaux qui n'ont pas su s'adapter aux dures lois de la vie en commun dans une société de classes, il existe des codes pénaux, des tribunaux, des juges, des prisons, des chaînes électriques, des bourreaux — et la justice est sauve. Mais comme l'escalade américaine le fait découvrir à M. le Substitut du Procureur français à Nuremberg, IL NE SAURAIT Y EN AVOIR "pour des individus dont la volonté a exprimé celle de la puissance publique", c'est-à-dire pour les chefs d'Etat et de gouvernement, les politiciens, les diplomates et les généraux que la société bourgeoise révère. Dans le domaine international, il n'y a pas de "justice" possible, puisque l'Etat national et militariste est au-dessus de toute contestation juridique, et d'ailleurs en règle avec la morale bourgeoise et que, comme le note judicieusement M. Her-

zog "la criminalité contre la paix relève nécessairement de l'activité de l'Etat". Façon décente d'avouer que L'ACTIVITE DE L'ETAT RELEVE NECESSAIREMENT DE LA CRIMINALITE CONTRE LA PAIX — ou plutôt manière typiquement bourgeoise de substituer aux vérités explosives des constatations banales !

Que le droit international soit impuissant à empêcher les guerres impérialistes, le parti prolétarien le sait et le clame depuis un siècle. En dépit de son extrême faiblesse, il n'a même pas craint de le clamer dans les noires années 1945-46 lorsque l'hystérie populaire excitée par les partis antifascistes réclamait la « mort des responsables », comme si la responsabilité d'un désastre historique comme la seconde guerre mondiale pouvait être individualisée, comme si elle relevait d'une sanction juridique et non pas historique, d'un procès et non d'une Révolution ! Alors, à Nuremberg l'hypocrisie de la classe dominante s'empressa de jeter aux fourches une douzaine de têtes de nazis — pas une de plus ni de moins — dans le dessein évident de détourner le prolétariat de... « philosopher sur les causes » comme au lendemain de la première guerre mondiale, où cela l'avait poussé tout droit au communisme révolutionnaire. Alors, tous les procureurs et substituts de la bourgeoisie vécurent cette heu-

re unique de leur vie où (après la bataille et seulement grâce à la victoire des armes) ils purent faire un procès en bonne et due forme à la « guerre injuste » ! Vingt ans après, l'un d'eux révèle que, même alors, cette satisfaction pourtant bien mesquine ne fut pas sans mélange puisque la majorité de la Commission des nations unies pour les crimes de guerre ayant retenu, en 1944, que « la responsabilité des chefs d'Etat, se situait sur le plan politique et ne mettait pas en cause leur culpabilité pénale », ce n'est même pas en réalité l'agression qui fut sanctionnée mais seulement « les atrocités et les massacres ». O Hiroshima !

Et les internationalistes prolétariens auraient eu tort de refuser de renoncer à leur internationalisme au nom d'une distinction entre « guerre d'agression » et « guerre de défense » d'ordre purement juridique, mais que la bourgeoisie elle-même — et ses juristes — s'avoue impuissante à fonder en droit ? !

Aussi désabusé qu'il puisse être, un juriste — ou même seulement un démocrate bourgeois quelconque — ne peut ressentir qu'horreur et haine à l'égard de la critique révolutionnaire des fictions du Droit, et c'est ainsi que dans son très instructif article, M. le Substitut Herzog ne peut retenir ce cri étrange : « Il n'est pas question de partager... l'opinion de ces inter-

nationalistes cyniques selon lesquels une guerre illicite est la source d'un droit nouveau si elle est couronnée de succès et une atteinte au droit des gens exigeant une sanction appropriée (???) lorsqu'elle est l'occasion d'une défaite ». Ce n'est pas la véritable « opinion internationaliste », mais la hargne bourgeoise, elle, y est, ainsi que cette morale démocratique toute spéciale qui consiste à juger cynique NON PAS LA PRATIQUE CAPITALISTE ET IMPERIALISTE, mais LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE des grands principes qu'elle invoque. Ce n'est pourtant pas dans les principes internationalistes que la victoire — ou la supériorité de la force — devient « la source d'un droit nouveau » : c'est dans la pratique bourgeoise. Ce n'est pas davantage dans des principes internationalistes que la défaite du vaincu doit apparaître comme une sanction de la « conscience morale universelle » (le marxisme abhorre cette hypocrisie), mais encore une fois dans la pratique bourgeoise, surtout démocratique. Et si l'histoire le prouve, le désenchantement des juristes contemporains le confirme !

Lorsque l'agresseur était la coalition des Etats fascistes et que les Etats démocratiques défendaient le statu-quo qui leur assurait l'avantage dans l'ex-

(Suite en page 2)

Le Parti de l'ordre, de la stabilité et de la grandeur nationale

Les élections présidentielles se sont donc conclues par la reconduction du gaullisme. Reconduction plus ou moins aisée avec, comme disent les partis battus, "un prestige entamé". Ce n'est pas ce qui nous intéresse ici. Avant que le rideau tombe sur ces élections, il importe de souligner deux choses. D'abord la confirmation de l'évolution irrésistible de la vieille démocratie française vers un système présidentiel qui, sous des aspects patelins, reprend à son compte, non sans souplesse et habileté d'ailleurs, tout le contenu économique et politique du fascisme. Ensuite le fait que la gauche démocratique et le P.C.F., c'est-à-dire les grands champions de l'antifascisme lors de la dernière guerre, ont apporté à cette évolution toute leur autorité morale en se plaçant exactement sur le même terrain d'expansion économique et de grandeur nationale, de stabilité politique et de puissance de l'Exécutif, qui était déjà le terrain de prédilection du gaullisme.

Aux générations qui n'ont pas vécu les grandes heures de l'Internationale Communiste, il apparaît comme une vérité indubitable que les "voies" normales, classiques, éternelles du socialisme sont les voies parlementaires et démocratiques. L'électoratisme fut de tout temps l'activité essentielle de l'opportunisme. Or, depuis plus d'un demi-siècle, exception

faite de la courte période 1917-23, c'est l'opportunisme qui domine en maître absolu l'ensemble du mouvement ouvrier international. Même pour ceux — et ils sont rares — qui n'ignorent pas totalement l'attitude antiparlémentariste des bolcheviks et de la III^e Internationale à ses débuts, il semble logique, conforme aux "lois du progrès" de n'y voir qu'une exception historique, un cas d'espèce, justifié ou non, en somme une infraction à une règle d'or, celle qui énonce que le socialisme passe par l'envoi de députés ouvriers au parlement et leur coalition avec la fraction républicaine et démocratique de l'Assemblée.

Ce n'est là qu'une imposture monstrueuse, fruit d'une non moins monstrueuse trahison. Mais nous devons la subir aussi longtemps que le prolétariat ne se sera pas relevé de la défaite historique dont cette trahison est le résultat. Cependant nous avons derrière nous une lutte ouvrière suffisamment longue et suffisamment riche pour être convaincus que la classe prolétarienne, qui est apparue d'emblée sur la scène historique comme une classe révolutionnaire, revient toujours, dans des conditions déterminées, — et avec d'autant plus de force et de décision qu'elle a longtemps erré dans les dédales du réformisme. Le "socialisme français" d'avant 1914 a pu, durant des décennies, pervertir l'énergie révolutionnaire des

classes exploitées : Jaurès séduisait les foules en réclamant des réformes et en prétendant exorciser la guerre par "l'arbitrage international" ; Guesde déclarait que les prolétaires avaient une patrie depuis qu'ils détenaient le suffrage universel. Cela n'a pas empêché le premier conflit impérialiste mondial d'éclater et les socialistes parlementaristes de se déshonorer dans le chauvinisme et l'union sacrée. Lénine, qui savait ce qu'était le crétinisme parlementaire, et qui le dénonçait dans la vieille Russie féodaliste avant même que le parlement y existât, Lénine donc, constatant qu'il était "difficile de se représenter quelque chose de plus infâme, de plus lâche et de plus perfide que la conduite de l'immense majorité des députés socialistes au parlement pendant et après la guerre", put être compris des masses ouvrières saignées par

le carnage lorsqu'il leur rappela ces vérités fondamentales du marxisme : le parlement est une institution exclusivement bourgeoise et "la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à la merci de la bourgeoisie pour opprimer la classe ouvrière". "Dans aucun pays civilisé — ajoute-t-il — il existe de démocratie en général : il n'existe que la démocratie bourgeoise". Et lorsqu'il s'en prenait avec violence aux "socialistes qui se démentent en faveur de cette démocratie en général", il condamnait par avance nos "communistes" actuels dont le plus clair de l'activité consiste à se "démener en faveur d'une démocratie véritable". Preuve irréfutable que, si l'opportunisme est de toutes les époques, hier avec Jaurès et Guesde, aujourd'hui avec Tho-

(Suite en page 4)

Réunion Publique

A MARSEILLE

Le dimanche 16 janvier 1966, à 9 h. 30, arrièresalle des Danaïdes, square Stalingrad

MARXISME REVOLUTIONNAIRE et SYNDICATS

(la dégénérescence de la C. G. T.)

(une erreur nous a fait annoncer cette réunion pour le 9 dans notre précédent numéro ; il s'agit bien du dimanche 16 janvier).

LE COMMUNISME N'EST POUR RIEN DANS LA MISERE AGRICOLE RUSSE

L'agriculture soviétique se caractérise moins par sa productivité en biens alimentaires que par sa productivité en crises politiques.

« Si 5 millions de travailleurs agricoles américains appuyés par 5 millions de tracteurs et 36 millions de tonnes d'engrais non seulement nourrissent leurs 193 millions de concitoyens, mais exportent sur les marchés mondiaux, 47 millions de paysans soviétiques

avec 1,3 millions de tracteurs et 20 millions de tonnes d'engrais arrivent difficilement à nourrir 226 millions de Russes ». (Jean Marcewsky, *Problèmes économiques*, n° 923).

Par contre le tableau détaillé de la production céréalière russe suffirait presque à révéler le secret des « coups de théâtre » de la politique intérieure de l'U. R. S. S. d'après-guerre :

Production de céréales en millions de quintaux

1950	811	1958	1.347
1951	806	1959	1.248
1952	918	1960	1.345
1953	819	1961	1.375
1954	845	1962	1.475
1955	1.245	1963	1.075
1956	1.280	1964	1.511.
1957	1.050		

Un regard suffit pour constater que la « déstalinisation » a fait suite à la chute de la production agricole de 1953-54 et la « dékhoukhisation » à celle de 1963. Et l'on parle déjà d'une nouvelle chute pour 1965.

000

Il ne manque pas d'apologistes de la « libre entreprise » pour mettre cette triste situation de l'agriculture russe au passif de la forme communiste sans examiner les choses de plus près. N'y sont-ils pas encouragés, d'ailleurs, par l'accent mis par tous les « déstalinisateurs » sur la nécessité d'un « intérêtressement matériel des kolkhoziens à la production » que la stupidité bourgeoise — réelle ou feinte — interprète comme un abandon des principes communistes et un retour au sacro-saints principes du capitalisme et du profit ? Or si « l'intérêtressement matériel individuel » à la production est bien une notion typiquement bourgeoise, l'agriculture russe n'a nullement à répudier un communisme qu'elle n'a jamais connu, pas plus d'ailleurs qu'aucun secteur de l'économie soviétique. Bien mieux, les oscillations de la production agricole russe (chutes de 1953-54 - 1957-1959 et 1963) rappellent curieusement celles que Marx constatait déjà... à l'époque tsariste, dans les années 1870-80 :

« ...1870 a été une année d'excellent récolte..., mais ce fut une « année de pointe et, comme telle, « immédiatement suivie d'une année très mauvaise... l'année 1871 « (qui) doit être considérée comme « le point de départ d'un nouveau « petit cycle jusqu'à ce que nous « arrivions à la nouvelle année de « pointe 1874 qui est immédiatement suivie de l'année de famine « ne 1875 ; puis le mouvement ascendant recommence, aboutissant à l'année de famine encore « pire, 1880 » (Marx à Danielson, « 19-2-1881).

L'analogie est frappante, mais est-ce le communisme qui était coupable dès cette époque ? L'explication que Marx donne de ce phénomène nous intéresse toujours puisqu'il subsiste, quoiqu'atténué :

« ...Les conditions climatiques favorables fraient le chemin à une « année de famine en consommant « et en libérant les fertilisants minéraux encore latents dans le sol « tandis que vice-versa, une année « de famine, et davantage encore « une série de mauvaises années, « permet aux minéraux contenus « dans le sol de s'accumuler à « nouveau... Un tel processus existe naturellement partout, mais « ailleurs il est modifié par l'intervention de l'agriculteur lui-même. « Il devient le seul régulateur là « où l'homme a cessé d'être une « puissance, faite de moyens ».

En 1966, après quarante ans ou presque de « communisme », l'homme manquerait-il encore de « moyens » pour combattre ce processus naturel décrit par Marx, encore aggravé, comme le notait Engels, « par suite du caractère plat du pays... et de l'absence d'un réservoir de neige alpin comme celui qui alimente le Rhin, le Danube, le Rhône et le Pô » ? C'est ce que les admirateurs bornés de la Russie soviétique joueraient absolument ridicule, et pourtant les faits sont là. Sans doute la stagnation de la production agricole que notait

Marx pour la décennie 1870-80 a-t-elle fait place pour les quatorze années qui vont de 1950 à 1964 à une augmentation de plus de 85 % qui ne peut être expliquée uniquement par la mise en culture de terres nouvelles. Mais personne ne prétend que rien n'a changé dans les campagnes russes depuis le tsar ! Par contre, les chiffres qu'expriment le mieux la « puissance de l'homme » sur la nature montrent de façon bien crue la faiblesse du progrès réalisé dans ce domaine et expliquent du même coup l'analogie entre les deux périodes considérées, en dépit de l'écart dans le temps. Ces chiffres sont ceux des quantités d'engrais et de tracteurs, non pas brutes (cf. le début de cet article), mais rapportées à la surface des seules « terres arables et arbutives », comme dit le Grand Atlas Mondial, à l'exclusion des prairies et des forêts. Celle-ci est de 1.883.000 km² pour les U.S.A. et de 2.213.000 km² pour l'URSS, ce qui, si on se reporte aux chiffres ci-dessus, donne 19 tonnes d'engrais et plus de 2 tracteurs au km² aux U.S.A., et seulement 9 tonnes d'engrais et... la moitié d'un tracteur au km² en URSS.

Il est clair qu'en matière de « puissance de l'homme » dans l'agriculture, le pseudo-communisme russe perpétue des conditions... semi-tsaristes ! A des marxistes, cela suffirait déjà à prouver que ce communisme-là n'est qu'un mythe. Si le communisme moderne est inconcevable sur la base d'une production parcelleuse dans l'industrie, il l'est tout autant sur celle de la misère agricole qui caractérise non seulement les pays de développement capitaliste tardif et plus ou moins indigent, mais — dans une proportion évidemment moindre — même des pays capitalistes avancés. Au terme du cycle capitaliste qui exalte à l'excès la production industrielle, mais laisse l'agriculture relativement stagnante (du moins dans les pays de peuplement ancien qui ont hérité de formes pré-capitalistes de production agricole, sinon dans les territoires peuplés par immigration comme les U.S.A.) parce que l'accumulation du profit y est limitée par les cycles naturels, que fera le communisme ? La réponse est, en gros, celle-ci : en libérant l'activité sociale de la loi du profit, il libérera du même coup l'agriculture du retard relatif que lui imposait cette loi sous le capitalisme ; exactement pour la même raison, il donnera pour la première fois à la production industrielle un rythme au contraire plus conforme aux besoins humains réels. Bref, le communisme renversera en quelque sorte le rapport existant dans la plupart des pays entre industrie et agriculture, et tant que cela ne se vérifiera pas au moins tendanciellement, inutile de parler de « communisme ».

Ceci dit, il est clair que les choses ne pouvaient pas se passer ainsi en URSS entre 1917 et aujourd'hui, pour la bonne raison qu'en dépit de la révolution politique socialiste, elle ne se trouvait pas au terme d'un puissant développement capitaliste antérieur, mais à peine à mi-chemin, et qu'à défaut de l'aide technique de républiques prolétariennes des pays avancés, elle ne pouvait éviter une nouvelle phase de développement capitaliste. Mais c'est précisément pour cette raison qu'en URSS la « puis-

sance de l'homme » a énormément moins augmenté dans l'agriculture que dans l'industrie : le communisme est si peu responsable de la chose que cette disproportion est une caractéristique commune du développement de tous les pays capitalistes, à l'exception, comme nous l'avons déjà signalé, des pays de peuplement récent où, comme aux U.S.A., la rareté et la cherté de la main-d'œuvre a stimulé la mécanisation de l'agriculture et où la révolution industrielle a pu se déployer avec toute sa force dans ce secteur parce qu'elle ne rencontrait pas l'obstacle d'une petite propriété multi-séculaire installée sur la majeure partie du territoire cultivable, comme c'était le cas en Europe.

L'objection banale et prévisible à laquelle il faut nous attendre ici est « Mais alors, que faites-vous de l'option « stalinienne », étant entendu que par là on désigne la dékoulakisation et la « collectivisation forcée » des années 1929-33 et qu'on les considère comme des mesures « communistes ». Seulement, il n'y avait là ni communisme, ni même option, mais une improvisation affolée, sous la pression des circonstances. Lorsque la famine qui préluda à la « dékoulakisation » éclata, la traction stalinienne *gloriatu* la culture parcelleuse : communisme ? « Pour nourrir les villes, il fallait d'urgence prendre aux koulaks le pain quotidien. On ne le pouvait que par la force » : communisme ? « L'expropriation des réserves de céréales et pas seulement chez le koulak, chez le paysan moyen, fut qualifiée « mesure extraordinaire » : communisme ? « La réquisition forcée du blé était aux cultivateurs aisés toute envie d'étendre les semencements. Mais comme la pénurie très grave des vivres ne permettait pas de renoncer aux expéditions militaires dans les campagnes, le programme de relèvement des cultures se trouva suspendu dans le vide. Il fallut « glisser » sur la pente de la collectivisation. Les mandements contradictoires, plus abondants que les rations de pain, mirent en évidence l'absence de tout programme agricole, non de cinq ans, mais de cinq mois » : « option » ? cnoix communiste libre et conscient ? Le communisme avait si peu à voir dans l'affaire que toute l'Opposition internationaliste de Trotsky, auquel les citations sont empruntées, était déjà en Sibérie, en prison ou dans la tombe. Quant au « libre choix de la forme kolkhoziennienne », voici ce que ce témoin en dit : « Depuis l'expropriation des « grands domaines et l'extrême « morcellement des parcelles, la « réunion de celles-ci en des cultures plus étendues était devenue « une question de vie ou de mort « pour les paysans, pour l'agriculture, pour la société en général... « Les possibilités réelles de la collectivisation (...) étaient avant « tout déterminées (...) par la mesure dans laquelle l'industrie « pouvait fournir de l'outillage à la « grande exploitation agricole. Ces « données matérielles faisaient défaut. Les kolkhoses furent organisés avec un outillage qui ne « convenait le plus souvent qu'aux « parcelles ».

Dans ces conditions, les violences de la collectivisation (que la stupide opinion démocratique impute au communisme, comme si l'histoire n'avait pas connu jusqu'ici presque exclusivement des exemples de violence provenant d'autres sources sociales !), provoquèrent « outre la destruction de plus de la moitié du cheptel » (que les paysans mangèrent ou vendirent à la hâte) (« l'indifférence complète des travailleurs des kolkhoses pour « l'avoit coopératif et pour les résultats de leur propre travail. Le « gouvernement opéra une retraite « désordonnée. Les paysans eurent « à nouveau des poules, des porcs, « des moutons, des vaches à titre « privé. Ils reçurent des parcelles « avoisinant les habitations. Le « film de la collectivisation se déroula en sens inverse ». C'est ainsi que se dégagea cette forme hybride du Kolkhose qui fut un *compromis* bâclé entre l'exploitation parcelleuse (propriété individuelle du kolkhozien) et l'exploitation collective, non pas à la façon communiste, l'ambiance économique restant mer-

cantile (même si le paysan eût, lui aussi, sa part à payer de l'industrialisation capitaliste de la Russie), mais à la façon coopérative (champ collectif du kolkhose). Jamais des communistes dignes de ce nom n'auraient favorisé une forme pareille qui perpétuait l'individualisme paysan, sans pour autant accélérer le développement d'un véritable capitalisme agricole, bien supérieur à l'agriculture parcelleuse. Mais ce sont précisément les conditions qui engendrèrent le monstre du kolkhose qui firent aussi perdre le pouvoir aux communistes et au prolétariat : les millions de paysans parcelleux attachés à une économie agraire incompatible avec la survivance des villes, surtout en voie d'industrialisation — l'absence des éléments matériels du capital agricole nécessaires à une réorganisation rationnelle de l'agriculture. Né non pas des « idées communistes » de Staline (non plus, d'ailleurs de sa volonté machiavélique de limiter les effectifs du prolétariat pour conserver un pouvoir de classe), mais de l'indigence technique de la Russie post-tsariste, le kolkhose fit plus tard obstacle à l'utilisation rationnelle des moyens techniques déjà insuffisants mis par l'Etat à sa disposition : le kolkhozien donnant tous ses soins à sa parcelle, renâclant au travail collectif et volant le kolkhose restait un « barbare », comme disait Marx du paysan français du siècle dernier, et c'est en « barbare » qu'il traitait les machines, la terre et les récoltes. Forme peu productive, mais facteur d'équilibre social dans la mesure où à l'abri du rideau de fer plus sûrement encore que derrière les barrières douanières de la France du siècle dernier et du début de ce siècle, elle perpétuait artificielle-

ment l'existence d'une énorme sous-bourgeoisie rurale, le kolkhose fut vraiment l'assise de la contre-révolution stalinienne et la paysannerie soviétique, la base sociale longtemps inébranlable qui rend parfaitement compte des traits les plus « énigmatiques » de cette contre-révolution, sans qu'il soit besoin de recourir aux particularités d'une « nouvelle » classe historique plus énigmatique encore, la « bureaucratie ».

Aucun doute que si les successeurs de Staline, puis Khrouchtchev au Kremlin rouvaient conserver cette force d'inertie sociale et de réaction politique inépuisable, ils ne le fassent. Mais le capitalisme français aurait bien voulu, lui aussi, conserver sa petite bourgeoisie rurale, anti-prolétarienne, objet d'envie de toute l'Europe bourgeoise : or, il est, à son corps défendant, en train de la liquider. Si les classes dominantes avaient le pouvoir de conserver les facteurs traditionnels de leur stabilité sociale et politique, les chances objectives de la Révolution n'augmenteraient jamais, et il n'y aurait aucune raison à ce que dispersée et battue hier, elle ait la force de ressurgir et de vaincre demain. Heureusement ce pouvoir échappe aux forces conservatrices qui résistent désespérément à l'avènement révolutionnaire du socialisme. Que le Kremlin tremble, lui que la crise agraire persistante, les premiers pas de la Russie néo-bourgeoise sur le marché mondial et la liquidation de son rideau de fer protecteur promet, à plus ou moins longue échéance, à la liquidation de la forme archaïque et barbare du kolkhose et à la croissance du prolétariat au détriment de l'amorphe petite bourgeoisie rurale !

MISERE DU DROIT INTERNATIONAL

(Suite de la 1ère page)

exploitation des ressources du globe et l'extraction de la plus-value au prolétariat, les juristes découvraient que « le droit international du 19^e siècle avait établi une inadmissible égalité juridique entre les belligérants et négligé de procéder à l'indispensable distinction entre la guerre d'agression et la guerre de défense ». Alors, nous apprend M. Herzog, pour faire pièce aux campagnes des isolationnistes américains, tel juriste consulte des USA se proposait rien de moins que de « renouveler la doctrine des précurseurs du droit international en fondant une action répressive sur la notion de guerre injuste » : ô immuabilité et indépendance du Droit ! Mais aujourd'hui que la guerre d'agression ne sert plus à modifier le statu-quo convenant aux plus riches et aux plus puissants, comme en 1939-45 ; aujourd'hui qu'elle sert au contraire, comme au Vietnam, à y retourner en écrasant la « subversion », à le défendre ; bref, aujourd'hui que l'agresseur, ce sont les U.S.A., que font nos saints hommes de juristes ? Ils lèvent les bras au ciel en s'écriant doulousement : « ... dans une perspective réaliste des relations internationales (le principe de la guerre injuste ne peut pas être considéré) comme un principe juridique » ou, ce qui revient au même, « la guerre d'agression... est appelée à demeurer justiciable d'une justice politique (?) plus que d'une justice criminelle ». Qu'est-ce à dire, sinon que le réalisme de ces champions de la morale et du droit consiste toujours à s'incliner devant les pires méfaits de l'impérialisme, tout comme leur idéalisme n'a jamais consisté qu'à sacrer « Droit » la raison du plus fort et « violation du droit » la révolte de l'opprimé ou simplement du plus faible, Etat ou classe ?

Où est donc en réalité le « cynisme » ? Face à cette ignoble contra-

diction entre la « théorie » et la « pratique » bourgeoises, le marxisme internationaliste n'implore pas la bourgeoisie de conformer ses actes à ses principes, et moins encore les juristes de défendre le Droit éternel contre les sordides et changeants intérêts profanes, le parti prolétarien invite au contraire le prolétariat à renoncer aux rêveries fumeuses des bourgeois qui voudraient bannir la Guerre à l'aide du Droit international et à se placer sur le terrain de la Révolution sociale. Il laisse à un opportuniste misérable le soin d'ajouter au fil des générations de nouveaux chapitres au dossier des mésaventures pitoyables du Droit, et il appelle les exploités à la lutte pour le Communisme.

Aux renégats délavés et recuits dans le juridisme bourgeois, aux juristes internationaux vides qui invoquent l'« éthique » ou dissertent juridiquement sur le « non droit » et le « crime impunissable », se liquidant eux-mêmes tout en évitant de tomber en chômage, comment le Parti répondra-t-il, le jour venu, s'ils osent lui demander « de quel droit ? ». Par la force.

Mais aux prolétaires qu'intimident encore les Grands Principes Démocratiques, il répond : « Du droit des multitudes massacrées pour le Capital, mais au nom du Droit, à la vengeance historique !

De votre droit de vivants à ne plus jamais mourir dans les guerres impérialistes, mais exclusivement, s'il le faut, dans votre guerre de classe !

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Déc. t légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

Le P.C.F. et le mythe du "socialisme" benbelliste

Dans une résolution adoptée après le coup d'Etat de Boumedienne, le C.C. du P.C.F. déclarait : "Le comité central, en se gardant de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie, constate que la Constitution a été violée et qu'un coup sérieux a été porté à la cause algérienne, ainsi qu'au mouvement de Libération nationale des peuples". Ne nous étonnons pas de ce "respect" du P.C.F. pour une Constitution typiquement bourgeoise, ni de ses protestations de "non-ingérence". Cela répond parfaitement au légalitarisme qu'il affiche depuis des dizaines d'années. Ne nous étonnons pas davantage qu'il déplore la chute d'un pouvoir qui, en novembre 1962, décrétait la dissolution du "Parti communiste d'Algérie", c'est-à-dire d'un parti-frère : Moscou n'avait-elle pas accueilli le "socialiste" Ben Bella comme un "ami", un "camarade" et comme "le plus grand révolutionnaire d'Afrique" ? On n'est pas plus royaliste que le roi... Mais voyons quelle est donc cette "cause algérienne" que le P.C.F. juge si gravement compromise. Pour nous qui avons déjà vu Ben Bella invoquer contre les dockers algérois en grève, les choses sont claires : ça n'était plus la cause d'un mouvement révolutionnaire, mais une raison d'Etat, un principe d'ordre bourgeois, et dès lors, un Boumedienne est a priori tout aussi indiqué qu'un Ben Bella pour la défendre et l'illustrer. Mais le P.C.F., lui, ne croit pas aux faits : il croit aux mots ; pour lui, le "programme" du benbellisme est, et reste celui de la *Charte d'Alger*, approuvée en avril 1964 au 1er Congrès du F.L.N. : « ne pas laisser compromettre la victoire historique sur l'impérialisme et mettre en cause l'option socialiste » « assurer dans la liberté le développement de l'Algérie nouvelle, démocratique et progressiste ». C'est sa phrase socialiste, qui attache le P.C.F. au souvenir du benbellisme. Ce que valait cette phrase, nous allons le voir.

000

La principale caractéristique du « socialisme » benbelliste a été d'emprunter au marxisme sa critique de l'émancipation purement politique. Est-ce à dire qu'il a revendiqué l'émancipation économique du prolétariat algérien, en d'autres termes qu'il a dénoncé l'esclavage salarié ? Au grand jamais, et cela était tout à fait hors de la portée d'un socialisme national. Pour ce « socialisme-là », tout se limitait à laisser entendre au prolétariat algérien que la conquête de l'indépendance économique de l'Algérie était la condition à la fois réalisable et suffisante de son émancipation de classe. Or, sous la domination de l'impérialisme, et, pour mieux dire, dans le cadre de l'économie capitaliste mondiale fondée sur l'échange, les petits pays (même plus développés que l'Algérie) ne sont pas économiquement indépendants, mais économiquement assujettis. La revendication vraiment socialiste n'est donc pas une illusoire « indépendance économique nationale », mais la réorganisation mondiale de l'économie

selon des principes nouveaux, des principes de véritable coopération dans l'exacte mesure où ils ne sont plus mercantiles et « d'échanges ». Par ailleurs, aussi bien dans les pays sous-développés et récemment émancipés politiquement que partout ailleurs, le programme de l'indépendance et de la croissance économiques nationales suppose et exige l'asservissement des prolétaires à l'esclavage salarié : en Algérie, la totale inféodation des syndicats F.L.N. à l'Etat et l'attitude du pouvoir benbelliste lui-même à l'égard des premières grèves ouvrières suffisent à confirmer cette vérité fondamentale.

Si le pouvoir benbelliste n'a donc jamais représenté l'ombre d'une concession au socialisme prolétarien, s'il n'a toujours les intérêts spécifiques du prolétariat en les identifiant à ceux de « la nation tout entière », si donc il subordonna le sort de celui-ci au sort de la bourgeoisie nationale dans la dure concurrence mondiale, il adopta une attitude quelque peu différente à l'égard de la paysannerie. Pour la paysannerie, l'émancipation politique ne devait pas rester purement politique : la destruction totale du régime colonial devait liquider la misère des campagnes, permettre enfin la réforme agraire qui devait être une véritable révolution, et satisfaire la faim de terres de toute la population rurale d'Algérie. Toute la prétendue « option socialiste » du gouvernement de Ben Bella est dans cette démagogie-là. Peu importe au P.C.F. déguisé qu'il puisse exister aucune autre espèce de socialisme que le socialisme prolétarien (surtout en plein XX^e siècle !) Peu importe que même le plus équitable partage des terres n'ait en soi rien de socialiste, comme Lénine lui-même le reconnaissait pour la Russie de 1917 ! Peu lui importe qu'un tel partage ne puisse être revendiqué par le socialisme prolétarien qu'à la condition politique d'assurer l'appui de la paysannerie à une dictature du prolétariat ou à la lutte du prolétariat pour sa propre dictature (question qui ne se posait même pas en Algérie) et à la condition économique de ne pas entraîner une régression massive du mode de production dans l'agriculture (question qui se posait au contraire de façon cruciale en Algérie !) Peu lui importe enfin que la façon socialiste de résoudre le problème agraire là où se pose consiste non pas à faire de tous les paysans des bourgeois de la terre (à supposer même que cela soit possible !), mais au contraire à abolir à échéance historique, tous les rapports bourgeois de production ! Ces remarques suffiraient déjà à ruiner l'interprétation officielle du P.C.F. qui veut présenter Ben Bella un martyr du « socialisme » et qui explique sa chute par les efforts qu'il aurait faits afin de donner un prolongement révolutionnaire à la réforme agraire. Mais il y a plus : fausse en théorie, cette interprétation est en contradiction avec les faits eux-mêmes. A trois ans de l'indépendance, non seulement, la réforme agraire restait toujours en suspens, mais c'est justement par ses hésitations et ses reculs devant les grands propriétaires musulmans que Ben Bella (qui, dès le lendemain de l'indépendance, muselait toute initiative révolutionnaire des masses paysannes en les contraignant à s'embrigader dans l'armée « régulière » du colonel Boumedienne) a préparé sa propre perte.

000

A son arrivée au pouvoir, Ben Bella avait pourtant su se rendre « populaire » par deux mesures qui devaient constituer une « première tranche » de la réforme agraire.

Un décret du 23 octobre 1962 annula tout achat, vente ou location des biens abandonnés par les colons et dont s'étaient souvent emparés la bourgeoisie indigène ou même les anciens commis des propriétaires européens. D'autre part, les décrets de mars et d'octobre 1963 déclarèrent ces biens vacants propriété de l'Etat et en organisèrent l'autogestion. C'était une entorse aux accords d'Evian qui prévoyait soit la restitution de ces terres aux Européens, soit une indemnisation. Tous nos démocrates applaudirent à cette victoire du

"socialisme" et de "l'anti-impérialisme" algérien.

Mais qui fut réellement concerné par ces mesures ? Un nombre limité de paysans travaillant sur les 2.700.000 ha des colons et quelques 300.000 ha de terres ayant appartenu à des "traîtres" et des "spéculateurs". A côté de ces privilégiés de l'autogestion, il existe "peut-être un million de familles dépourvues de moyens d'existence, de terre et de travail" (*Economie et Politique*, janv. 1964). Au congrès du secteur agricole autogéré (octobre 1963), Ben Bella déclarait : « 8 millions de paysans doivent subsister sur 4 millions d'hectares de terres pauvres et arides ; voilà une situation à laquelle la science agronomique ne peut à elle seule trouver une solution ». Toute la science politique du "socialisme" benbelliste ne l'a pas davantage trouvée ! D'après le recensement de 1950-1951, outre les 20 à 22.000 colons occupant 2.700.000 ha, 630.000 exploitants musulmans se partageaient 7.350.000 ha répartis comme suit :

Moins de 1 hectare : 105.000 exploitations sur 37.000 hectares.
1 à 10 hectares : 332.400 exploitations sur 1.340.000 hectares.
10 à 50 hectares : 167.200 exploitations sur 3.190.000 hectares.
50 à 100 hectares : 16.600 exploitations sur 1.100.000 hectares.
Plus de 100 hectares : 8.500 exploitations sur 1.700.000 hectares.

On voit donc que 25.000 propriétaires fonciers de plus de 50 ha occupent 2.800.000 hectares de terres. Ce sont eux que la « deuxième tranche » de la réforme devait toucher. Tant qu'il ne s'agissait que de nationaliser les biens vacants des colons, la bourgeoisie algérienne a laissé faire Ben Bella. D'autant que l'autogestion détournait les paysans de l'idée d'un partage qui aurait pu s'étendre par la suite aux grandes propriétés musulmanes. Mais lorsqu'il fut question de nationaliser également les terres des « 25.000 familles », les contours de classe de la révolution algérienne se sont nettement dessinés. Et les phrases « socialistes » recouvraient mal les reculs de Ben Bella devant la préparation d'une « loi agraire ». On en jugera par ses discours :

Octobre 1963 : « Après la prise en charge des biens vacants, après la confiscation des terres ayant appartenu aux traîtres et aux spéculateurs, après la nationalisation de toutes les propriétés des anciens colons, il reste à la réforme agraire une autre étape à franchir : limiter la propriété privée à un niveau tel que toute constitution d'une classe privilégiée soit impossible » (Congrès du secteur agricole autogéré).

Juin 1964 : « Cette réforme agraire doit devenir une révolution agraire pour satisfaire les exigences des faits, pour satisfaire les 80 pour cent de fellahs qui n'ont rien, pour satisfaire les aspirations essentielles de nos paysans qui ont été l'instrument essentiel de la libération du pays. Cette loi agraire sera appliquée dès la fin de l'été... » (*L'Algérie dans le monde*, juin-juillet 1964).

Novembre 1964 : « Il nous reste maintenant à établir une loi sur la réforme agraire. Les textes de cette loi sont en voie de préparation et seront étudiés par l'Assemblée Nationale. Nous espérons qu'elle entrera en vigueur dès le début de l'année prochaine » (Discours lors du deuxième anniversaire de l'indépendance).

Trois jours avant le coup d'Etat de Boumedienne, une résolution du

LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

C.C. du FLN réclamait à nouveau l'application de la "loi de juin 1964", loi qui n'était qu'un vœu formulé alors par le C.C. du parti pour que soit préparé et présenté devant l'Assemblée nationale un projet de réforme toujours renvoyé à plus tard. Enfin, le 9 juillet 1965, dans une interview à *Révolution africaine*, le ministre algérien de l'Agriculture conclut : « Nous avons récupéré trois millions d'hectares (les terres des colons - NdR), le plus gros a été fait. Le secteur socialiste (!?) constitue 40 pour cent des terres cultivables et les meilleures... Je ne pense pas qu'il faille appauvrir tous les Algériens pour assurer le socialisme ». L'usage on ne peut plus caractéristique ! Ce qui intéresse la bourgeoisie algérienne, ce ne sont pas les millions de paysans sans terre. Ils iront chercher, s'ils le peuvent, du travail dans les villes ou à l'étranger ! Le secteur autogéré, l'ancienne agriculture coloniale, ne représente-t-il pas 75 pour cent du produit agricole brut et plus de 60 p. cent du total des exportations de l'Algérie ? Cela est bien assez pour la « prospérité » de l'Algérie bourgeoise. Davantage de « socialisme », et ce serait la « misère » des 25.000 familles ! Lorsque Ben Bella parla d'étendre l'autogestion aux grandes propriétés musulmanes, on lui répondit, paraît-il, « tu veux donc faire de la Mitidja d'autres Aurès ? »

Les paysans expropriés et misérables qui avaient combattu dans la guerre d'indépendance, sous le drapeau du F.L.N., avaient vécu (et étaient morts !) dans l'illusion commune à toutes les révolutions démocratiques-bourgeoises, à savoir que leur émancipation politique serait aussi leur émancipation de toute misère et de tout esclavage, d'autant plus que tout bourgeois qu'il était, le F.L.N. promettait une révolution sociale que sa nature de classe, sans compter ses limites étroitement nationales, lui interdisait pourtant de diriger. C'est pourquoi, tandis que l'Etat se renforçait, les projets de réforme agraire ne pouvaient, eux, aller qu'en se rabougrissant comme une peau de chagrin dans les dossiers gouvernementaux.

En mars 1964, le "frère" Raptis prévoyait encore « l'extension de la réforme agraire sur la totalité des terres excédant un certain plafond : probablement 10 hectares de terres irriguées, 50 hectares de terres sèches » (*L'Algérie dans le monde*, mars 1964). Quelques mois plus tard, dans la même publication, Y Abdenour repoussait ce « plafond » de tout un étage : « 8.500 propriétaires de plus de 100 hectares chacun seront probablement touchés par cette réforme agraire, car ils totalisent près de 1.800.000 hectares. La résolution du C.C. (8-11 juin 1964) prévoit une indemnisation des terres nationalisées sous forme de bons du Trésor non mobilisables et non négociables ». (*L'Algérie dans le monde*, novembre-décembre 1964). De toute manière, dès octobre 1963, Ben Bella avait dit devant un Congrès paysan que la solution du problème agraire devait être recherchée non à la campagne, dans la satisfaction des aspirations révolutionnaires des fellahs, mais... à la ville, dans le succès d'une industrialisation à outrance :

« La réussite de notre politique agraire est liée à la réussite de notre industrialisation : c'est le développement des industries qui fera disparaître le chômage et donnera du travail aux fils de nos fellahs » (Discours au Congrès du secteur agricole autogéré). La cause était entendue. Ben Bella détournait le fer de lance de la révolution agraire vers un objectif plus lointain et encore inaccessible à la masse des paysans algériens. Et c'est cela qu'on leur a servi en guise de « socialisme » !

— 0 —

Que le P.C.F. ne vienne donc pas nous présenter Ben Bella comme un martyr de la « révolution agraire » afin de mieux accréditer la thèse contre-révolutionnaire d'un « socialisme » non prolétarien et non internationaliste ! Qu'il ne tente pas d'imputer à un Boumedienne les misérables résultats sociaux de l'émancipation purement poli-

tique et bourgeoise des pays naguère soumis encore à la domination d'une métropole capitaliste ! Dans une déclaration qu'il faisait au *Monde* le 7 octobre 1964, l'« opposant » Rabah Bitat, visant il est vrai le « benbellisme », faisait un tableau éloquent de cette misère de la révolution anti-impérialiste bourgeoise : « La politique actuelle, disait-il, (mais nous affirmons, nous, que ce n'est pas une question de personne et que la venue d'un Boumedienne au pouvoir ne changera rien à cet aspect des choses) » quelles que soient les intentions affirmées du chef de l'Etat, est une politique catastrophique sur le plan économique, de dépendance croissante à l'égard de l'étranger et de méfiance envers le peuple. Dans l'Algérie d'aujourd'hui, un Algérien sur deux est chômeur total, la production s'est effondrée. Les paysans du bled en Kabylie, dans l'Ouarsenis, dans le Constantinois, les Aurès et ailleurs sont privés d'aide, les ouvriers des villes subissent la pression du chômage, les petits commerçants et les artisans sont l'objet de vexations démagogiques. Même les efforts des paysans du secteur autogéré sont paralysés par la désorganisation des circuits de commercialisation... Le régime en est réduit à faire de plus en plus appel à l'étranger : à la France pour ses dépenses de fonctionnement ; aux Etats-Unis, pour les distributions gratuites de vivres aux chômeurs ; à l'U.R.S.S. pour l'armement. Cette dépendance à l'égard de tout le monde n'est pas l'indépendance nationale ».

Saignés par la guerre et déçus par la « révolution », les ouvriers et les paysans d'Algérie ont pu mesurer l'abîme qui existait entre les phrases « socialistes » du F.L.N. et du gouvernement benbelliste et la réalité sociale. Le « royaume terrestre », dont Ben Bella prêchait la conquête ressemblait si peu à l'idée que s'en étaient formés les opprimés qu'ils n'ont pas fait un geste pour le défendre. Que nos « communistes » nationaux le veuillent ou non, il n'y eut pas entre Ben Bella et Boumedienne l'affrontement généralisé de la « révolution » et de la « contre-révolution ». La raison en est simple : en se prononçant contre la phrase « socialiste » et pour l'ordre bourgeois, Boumedienne n'a pas obéi aux injonctions d'une quelconque camarilla militaire agissant pour son propre compte, mais révéla la loi profonde de la révolution anti-impérialiste quand elle est dirigée par des forces bourgeoises. Déjà sous Ben Bella, les dernières aspirations révolutionnaires avaient été suffisamment étranglées, l'appareil d'Etat suffisamment assés. L'ordre bourgeois suffisamment restauré après les troubles de la guerre d'indépendance pour rendre non seulement inutile, mais encombrante la phrase « socialiste » si nécessaire dans la période antérieure. Mais en tuant ladite phrase, le coup d'Etat de Boumedienne n'a pas « tué » le benbellisme : il continue son œuvre !

PROLETAIRES DE LANGUE ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Proletaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

LISEZ PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique trimestrielle du Parti Communiste International

Au sommaire du numéro 33

(octobre-décembre 1965) :

— La question parlementaire dans l'Internationale communiste.

— Le mouvement social en Chine.

— Histoire de la gauche communiste.

Le numéro : 2,50 F (Belgique 25FB) - Abonnement

annuel : 9 F - Abonnement

combiné avec "Le Proletaire" : 12 F - Abonnement

de soutien : 20 F -

Spécimen gratuit sur demande.

Le Parti de l'ordre, de la stabilité et de la grandeur nationale

(Suite de la première page)

rez et W. Rochet, les maîtres du marxisme n'ont pas attendu, pour le condamner en termes nets et cinglants, qu'il atteigne le degré de putréfaction que nous lui constatons présentement. Démocratie bourgeoise ou pouvoir révolutionnaire des ouvriers en armes ; dictature du capital ou dictature du prolétariat, telle était l'alternative posée par Lénine, telle est encore la seule voie du socialisme en une époque où la condamnation de la démocratie capitaliste s'est alourdi d'un nombre incalculable de crimes.

S'il faut rappeler ces "vieilles choses" c'est surtout parce que la rechute du mouvement prolétarien, un moment redressé par Lénine, comporte, en elle-même une leçon décisive. Lénine dénonçait le parlement bourgeois, mais il était partisan, sur le plan de la tactique, d'y envoyer des députés communistes, leur assignant, non pas une tâche de collaboration à une œuvre législative réformatrice, mais au contraire une tâche de sabotage et de travaux parlementaires virulents de la politique de la bourgeoisie. Il voyait dans le parlement une tribune de propagande à partir de laquelle les maîtres d'ordre communistes pourraient parvenir jusqu'aux couches les plus éloignées de la population laborieuse. Il voulait utiliser le parlement pour pouvoir mieux le détruire. Cette tactique a échoué et ce n'est pas le mérite le plus mince de notre courant politique que d'en avoir dénoncé les dangers opportunistes dès les premiers congrès de l'Internationale communiste. Géniale mais bien trop subtile, la perspective de Lénine avait peu de chance de triompher dans une ambiance historique corrompue par près d'un siècle de démocratie bourgeoise : prendre des places au parlement pour détruire le parlement, s'allier aux sociaux-démocrates pour mieux les dénoncer comme traîtres au prolétariat, c'était une ambition grandiose, admirable, mais qui, en cas de fléchissement de la crise sociale internationale, ne pouvait aboutir, comme nos représentants à l'Exécutif de P.I.C. en avertissaient Lénine lui-même, qu'à renforcer des illusions parlementaires déjà fortement enracinées et à redorer le blason de ceux qui venaient de trahir la cause du socialisme. Le processus dénoncé est allé beaucoup plus loin : il a même corrompu toute l'Internationale de Lénine et ce qui fut autrefois sa section française n'a aujourd'hui pas de souci plus grand que de s'identifier aux social-traites, pas d'autre horizon politique que l'éternelle démocratie en général.

**

Il faut savoir tout cela pour saisir dans toute son ampleur la signification de la campagne du P.C.F. pour les "présidentielles". L'erreur colossale des chefs de la Seconde Internationale avait été de croire qu'on pouvait, en participant au gouvernement bourgeois, utiliser l'Etat à des fins favorables à la classe ouvrière. L'infamie de leurs émeutes actuelles consiste à faire croire qu'en plaçant un "homme de gauche" à la tête de ce même Etat, c'est-à-dire, selon l'expression même de Lénine, de "l'instrument de répression et de contrainte au service exclusif des classes dominantes" on peut œuvrer pour le socialisme. Les uns se flattaient de conquérir l'Etat, les autres s'empressent de lui fournir un otage ! A ce degré de capitulation idéologique et politique c'est presque un fait secondaire que le candidat des "communistes" ne soit pas un communiste et que sur des points cruciaux de programme il n'ait même pas été d'accord avec ce parti. Déjà sur "l'Europe" et le Marché Commun, W. Rochet a dû reconnaître : « les appréciations de Mitterrand diffèrent des nôtres ». Mais sur

la question des nationalisations, la discrétion est encore plus significative : il n'y a qu'un seul point, dans la plateforme du P.C. qui ait quelque consonnance "socialiste" (d'ailleurs frauduleuse) mais Mitterrand, constate philosophiquement W. Rochet "n'en a pas parlé" ! Cela déjà suffirait à montrer à quel point de platitude en est tombé le "premier parti de France".

Ce qui compte pourtant bien plus encore, c'est que ces génuflexions ont été accomplies pour se mettre à l'unisson des partis opportunistes et petits-bourgeois dont le seul rôle politique consiste à illusionner et désarmer la classe ouvrière devant l'offensive du grand capital. Non sans raison, W. Rochet, pour entraîner l'adhésion du parti au soutien de Mitterrand, a invoqué le Thorez de 1962 : « Il nous faut — disait alors ce dernier — parvenir peu à peu à la démonstration que la collaboration la plus complète entre socialistes, communistes et autres républicains est nécessaire pour le présent, mais qu'elle assure également l'avenir jusques et y compris la construction du socialisme ». Nous la tenons là, noir sur blanc, la preuve irréfutable de la déchéance finale que nous avions prévue et dénoncée aux temps lointains où parlementarisme et front unique n'étaient encore, dans l'esprit de leurs promoteurs, que des tactiques et des tactiques révolutionnaires pour détruire le parlement et exterminer politiquement la social-démocratie. Peut-on mettre en doute, après cela, que le P.C. aspire à prendre place officiellement parmi les diverses cliques dévouées au Capital ? « La grande leçon de cette campagne, disait encore Thorez à propos des consultations de 1962, tient en ces mots : pas de schématisme, les formes les plus diverses du front unique ». Ces « formes les plus diverses » ont effectivement abouti à soutenir un homme dont le programme ne fait aucune concession aux ouvriers, fut-ce sous la forme du réformisme mensonger du P.C.F. Prolétaires ! Depuis longtemps les revendications sociales de votre parti ne sont plus que des mots. Mais même ces mots-là doivent être biffés pour que réussissent « les formes les plus diverses du front unique ». Mitterrand, en effet, n'a pas caché être un homme d'Etat bourgeois dans toute son acception. Il a affirmé clairement sa « volonté de saisir toutes les chances de l'Europe et la dynamique de l'expansion ». Or, qu'est-ce donc que « l'expansion », sinon la course effrénée pour la domination des marchés, le productivisme et le blocage des salaires (contre lesquels, soit dit en passant, la communiste C.G.T. n'arrête pas de tempêter) ? Le P.C. a soutenu un homme qui, mot pour mot, promet de développer un programme qui n'est ni le programme de De Gaulle, ni le programme de Mitterrand, ni le programme de Tardieu, mais le programme du grand capital impérialiste à l'heure européenne.

**

Pour « gagner des voix », il ne suffisait pas d'accepter l'Europe et le marché commun, de se plier au choix des socialistes et des radicaux, il fallait encore flatter le conservatisme imbécile de la masse aux millions de bulletins. « De Gaulle ou la pagaie », tel était sur ce plan le thème central de la propagande officielle. Argument de poids auprès d'une foule prompt à prendre l'effet pour la cause, à croire que c'est le général qui a fait la prospérité et non la prospérité le général. (Prospérité qui n'est d'ailleurs qu'une conjoncture et, de plus, une conjoncture rendue possible, seulement par la présence à la tête de la masse ouvrière de freins aussi puissants que la C.G.T. et le P.C.F. Mais cela, naturellement, ni De Gaulle, ni le P.C.F. ne pouvaient le dire). Face à l'argument-massue de

la « stabilité », tout antiaugustinisme devait se garder d'effrayer ces millions de ventres repus essentiellement soucieux, en dehors de diverses améliorations de forme, de faire durer le statu-quo actuel. « Moi ou le chaos » aurait dit le général. Lénine, un jour, parla aussi du « chaos » ; mais c'était pour affirmer qu'il était « le résultat final des « procédés capitalistes de production » et qu'il « ne serait vaincu que par l'ordre communiste ». Voilà une formule que le P.C. ne pourra plus jamais jeter à la face des bourgeois. C'est en effet comme défenseur de l'ordre en général, de l'ordre bourgeois, que le P.C. s'est adressé à la faune la plus variée d'électeurs : aux moyens et petits possédants, aux « commerçants honnêtes », aux « hommes de progrès encore influencés par le gaullisme », à tous les bons Français, à l'industriel comme au bas-de-laine, en un mot à des catégories sociales qui ne redoutent rien autant que l'intervention énergique du prolétariat. Le P.C. leur répéta inlassablement qu'il était « pour la stabilité gouvernementale », qu'il « valait mieux un régime stable » et qu'il se faisait fort, lui, de réaliser une « stabilité authentique ». Pour l'opportunisme, les institutions et les rapports économiques de la société bourgeoise peuvent être, comme les langues d'Esopo, les meilleures ou les pires des choses : le P.C. distinguait déjà la vraie grandeur française de la fausse, la démocratie véritable de celle qui ne l'était pas ; le voici qui découvre maintenant la stabilité authentique. Comme si, en régime capitaliste, stabilité ne signifiait pas toujours bonnes affaires et gros profits pour les bourgeois... et exploitation pour les ouvriers !

**

Pour le communisme 1965, l'histoire n'est donc plus l'histoire de la lutte des classes ; les crises politiques ne sont plus l'expression du contraste qui oppose le développement des forces productives aux rapports de production existant. Les « désordres » de la IV^e République ? Ils provenaient « du divorce qui s'aggravait entre le peuple frustré de ses espérances et les gouvernants qui pratiquaient une politique réactionnaire ». « L'instabilité politique » ? Elle découlait « du divorce entre les besoins de la nation et la politique pratiquée ». Décidément, aux yeux du P.C.F., le divorce social entre les classes antagoniques enfermées dans le cadre national est désormais interdit : prolétaires et bourgeois de notre beau pays, le P.C. vous déclare solennellement et indissolublement unis par les liens sacrés de la démocratie véritable et de la vraie grandeur française !

Sans doute cette déchéance ultime était-elle nécessaire pour que la classe ouvrière commençât à ouvrir les yeux sur la décomposition de ce qui fut son parti. Les héritiers du stalinisme n'ont plus de révolutionnaires à massacrer ; il leur restait quelques lambeaux de tradition à faire disparaître, quelques bribes de principes à lacérer. Ils l'ont fait en décembre et c'est chose acquise. Même si cette clarification a été payée par l'immobilisation de millions d'ouvriers dans une manœuvre électorale stérile, celle-ci ne retarde pas, mais peut-être même accélère la venue du moment où, sous la poussée impétueuse des contradictions économiques, le prolétariat retrouvera son terrain de combat qui est celui de la destruction du pouvoir bourgeois et non de la conquête du parlement, de la dictature impersonnelle des exploités et non de la confiance placée en un nom.

ESPAGNE 1936

(Le début de cet article est paru dans les numéros 26 et 27 du "Prolétaire").

Victime de son absence d'idées politiques, et donc de sa propension à admettre des idées politiques non seulement étrangères à sa nature (elle ignorait, à vrai dire, sa propre nature), mais destinées à lui être fatales, la Révolution espagnole subit les pires coups sans se rendre compte que non seulement les communistes, non seulement les démagogues gauches-socialistes, mais même les anarchistes en veulent à sa vie même. Le 1er octobre 1936, elle accepte de dissoudre le Comité Central des Milices de Catalogne, sur lequel elle avait pourtant fondé de grands espoirs. Le 9 octobre, elle laisse le gouvernement dissoudre par décrets tous les comités populaires, ultimes supports de sa languissante existence. La situation militaire qui allait s'aggraver contribue d'ailleurs puissamment à lui enlever le peu qu'il lui restait de volonté de vivre ; entre les appels pathétiques du gouvernement qui se proclame démocratique et les menaces féroces de la rébellion militaire qui resserre son étreinte sur Madrid, elle perd complètement la tête : c'est à peine si elle s'indigne lorsqu'à la fin d'octobre, les anarchistes en personne entrent au gouvernement central après des discussions typiquement parlementaires sur le nombre de portefeuilles qu'on leur accorderait ; et c'est dans un silence de mort qu'elle écoute l'explication de ce surprenant revirement :

« La bourgeoisie internationale refusait de nous fournir des armes. Nous devions donner l'impression que les maîtres révolutionnaires, mais le gouvernement légal : faute de quoi, nous n'aurions rien du tout. Nous avons dû nous plier aux inévitables circonstances du moment, c'est-à-dire accepter la collaboration gouvernementale ».

Puisqu'il ne s'agit que de donner de « fausses impressions » à la bourgeoisie internationale et de lui jouer le tour énorme de l'amener à armer de ses propres mains la Révolution elle-même ! La Révolution espagnole est-elle assez absurde pour le croire ou bien n'est-ce pas plutôt qu'elle a perdu toute foi en elle-même ? Quoi qu'il en soit, du gouvernement antifasciste, elle accepte désormais tout : la liquidation totale de tout ce qu'elle avait cru, ses armes et, pis, la légalisation de ce qu'elle avait cru ses conquêtes. De même qu'elle n'avait jamais bien su comprendre la nature contre-révolutionnaire, elle n'avait jamais bien su comprendre la nature contre-révolutionnaire du pouvoir démocratique. C'est pourquoi elle tolère que le pouvoir légal non seulement se fasse de son corps désormais totalement exsangue un drapeau pendant la terrible bataille de novembre pour Madrid, mais encore qu'il revête ce corps d'oripeaux ridicules, sous le prétexte de lui donner une ressemblance avec la glorieuse Révolution bolchévique. Grâce à cette ignoble mise en scène, le pouvoir légal remportera ses deux seules victoires sur la rébellion franquiste : Madrid et Guadalajara. En dépit des promesses, la Révolution ne s'en portera pas mieux, tout au contraire la misère et les sacrifices, l'étalage scandaleux du luxe bourgeois, les scandales politiques, le cynisme contre-révolutionnaire ouvert de la majeure partie du gouvernement la pousseront, il est vrai, en mai 1937, à un ultime sursaut. A Barcelone, elle retrouvera la force de dresser des barricades et de tenir derrière elles pendant trois jours. Le pouvoir légal enverra alors des navires de guerre dans le port pour la terrifier et des chefs anarchistes (Frederica Montsenys et Garcia Oliver,

« anarchistes d'Etat ») pour l'abrutir. Et la colonne motorisée de 5.000 gardes d'assaut qu'on enlèvera du front pour la lancer contre elle rétablira l'ordre à Barcelone non point aux cris de « A bas la révolution ! » mais aux cris de « Vive la FAI ! ».

Après cela, tout ce qui se produit ne la concerne plus. La « gauche » socialiste de Largo Caballero chassée du gouvernement « démocratique », les anarchistes et les poumistes pourchassés et assassinés, ce n'est pas elle qui est frappée, puisqu'elle est déjà morte ; c'est plutôt sa mort qui prive de toute base d'existence ceux qui n'eurent d'autre rôle que de piller sa faible volonté, de brouiller ses confuses idées. Elle ne sera pas là pour tirer l'ultime conclusion : on l'avait tuée sous le prétexte que c'était à cette seule condition que Franco pourrait être battu, qu'on pourrait obtenir des armes de l'Angleterre, de la France et continuer à en recevoir de la Russie ; ou plutôt c'est dans cet espoir insensé qu'elle s'était elle-même suicidée : or ce sacrifice était vain. Jamais ni l'impérialisme anglais ni l'impérialisme français n'avaient envoyé d'armes à la République espagnole, toute parée de respectabilité bourgeoise qu'elle se soit voulue. En juillet 1938, c'est au tour de l'U.R.S.S. d'abandonner la partie. Le 29 mars 1939, cinq mois avant l'éclatement de la seconde guerre mondiale, au terme d'une semaine de luttes confuses et honteuses entre partisans cyniques de la résistance jusqu'au bout « et partisans imbéciles d'une paix honorable basée sur la justice et la fraternité », après deux mille nouveaux morts ajoutés aux millions des années précédentes, le dernier chef démocrate espagnol s'embarque clandestinement ou passe la frontière. Débarassé par les démocrates et les faux chefs ouvriers du seul adversaire qu'il pût redouter, la Révolution prolétarienne, Franco a remporté la victoire.

—O—

Pourtant, trente ans après (vingt ans après la fin du massacre de 1939-45, dont ces événements tragiques ont été le prélude et auquel ils ont préparé le prolétariat européen de la façon la plus favorable au Capital), il y a encore des gens pour juger que cette Révolution espagnole, que nous avons vue si débile, si désarmée et, pour tout dire, si pitoyable, avait « historiquement dépassé le niveau » de la révolution bolchévique qui, elle, sut diriger sans hésitation tous ses coups contre le pire ennemi du prolétariat révolutionnaire : la démocratie bourgeoise et instaurer la Dictature du prolétariat. Eternels mensonges de la contre-révolution ! Et stupidité non moins éternelle de l'opportunisme !

Souscription permanente 1965

Liste N° 9

Pierre, 60 ; Alger, 12 ; Réunion, 36,70 ; Jacques, 2 ; François, 12 ; Vive le Prolétaire, 10 ; Roseline, 20 ; Russo, 20 ; Lucien, 12 ; Piccino, 10 ; Christian, 5 ; Emile, 12 ; Suzanne, 60 ; Gérard, 8 ; Louis, 2 ; Oranne, 7,40 ; Lancry, 17/12 ; 72,90 ; Barbieri, 10 ; Alger, 10 ; Paolo, 2,50 ; Mario, 10 ; Réunion publique à Paris, le 12/11, 127,30 ; Cecchino et ses camarades d'atelier, 50.

Total Liste N° 9... 571,80 F.

Total précédent... 4.500,66 F.

Total année 1965.. 5.072,46 F.